

Plus de 50 académiciens et militants condamnent l'appel du Consul général indien qui soutient le modèle israélien pour le Cachemire, et ils appellent à un embargo militaire sur Israël

30 novembre 2019 – BDS India

En appelant à un embargo militaire sur Israël, nous appelons aussi à mettre fin aux liens qui favorisent le siège et la répression en cours au Cachemire.

Lors d'un évènement privé à New York samedi dernier, le 23 novembre, le Consul général de l'Inde à New York, Sandeep Charkravorty, a tenu, dans le contexte du retour des Pandits cachemiriens, des propos scandaleux proposant de suivre le modèle israélien au Cachemire. Même s'il n'a pas spécifié s'il se référait alors à Israël en tant que tel ou à ses colonies en Cisjordanie, Mr Chakravorty, en sa qualité de diplomate indien, a recommandé la politique d'Israël, c'est-à-dire une politique d'apartheid, de crimes de guerre et de nettoyage ethnique et qu'elle soit mise en œuvre au Cachemire. Plus loin dans son intervention, il déclara aussi que « la culture du Cachemire est une culture indienne, qu'elle est une culture hindoue ». L'intervention avait lieu lors d'une rencontre privée entre la communauté de la diaspora des Pandits cachemiriens et Vivek Agnihotri, un réalisateur dont la propagande éhontée a contribué à la création du mythe des « naxalites urbains », un terme désormais régulièrement

utilisé pour persécuter les militants et les défenseurs des droits humains en Inde.

Alors que le gouvernement prétendait que l'abrogation de l'article 370 et la répression qui avait suivi au Cachemire, et qui entraient maintenant dans leur quatrième mois, recherchaient le « développement » du Cachemire, Mr Chakravorty dévoilait par mégarde le noyau nationaliste hindou qui se cachait derrière cette décision. Il est déplorable que la douleur et le traumatisme de la communauté Pandit du Cachemire soient utilisés comme des armes pour le programme commun du régime. Il est en outre évident que la classe dominante a été imprégnée de son idéologie, en Inde et à l'extérieur.

La révocation des articles 370 et 35 (A) était dès le départ appelé à s'inspirer de la politique de colonisation de peuplement israélienne par des voix progressistes et laïques. Au cours des cinq années passées, l'Inde a été le plus grand importateur d'armes israéliennes, des transactions dont le montant monte chaque année jusqu'à 1 milliard de dollars. En outre, des entreprises indiennes se sont lancées dans des coentreprises avec des entreprises israéliennes d'armement pour fabriquer des drones et des fusils. Des délégations de l'armée israélienne se sont rendues au Cachemire et des stagiaires des services de police indiens ont été envoyés en Israël pendant une semaine dans le cadre de leur programme. La coopération en matière sécurité entre les deux est complexe et inévitablement, cela signifie un échange de méthodes et de tactiques. Plus récemment, il a été révélé que des militants et des avocats avaient été ciblés par le logiciel espion israélien Pegasus. Le projet de loi déposé pour amender la citoyenneté vise à conférer « un droit au retour » aux non-musulmans des pays voisins de l'Inde, tout comme Israël le fait pour les personnes juives à travers le monde. Il existe une collaboration idéologique de l'hindouïté avec le sionisme derrière ces transactions sur les armes, et cette coopération

en matière de sécurité.

Les armes et les tactiques que l'Inde reçoit d'Israël sont « testées sur le terrain » sur les Palestiniens. Les achats d'armes par l'Inde servent directement à financer l'occupation israélienne des territoires palestiniens. En début de ce mois, Israël a tué 34 Palestiniens à Gaza, dans des frappes aériennes, dont une famille de huit membres. L'apartheid, l'occupation et le colonialisme d'Israël tirent leur impunité du soutien qu'ils reçoivent d'États comme l'Inde. Maintenant, plus que jamais, il nous incombe d'associer notre lutte pour la démocratie et la laïcité à celle des Palestiniens pour leur libération. En appelant à un embargo militaire sur Israël, nous appelons aussi à mettre fin aux liens qui favorisent le siège et la répression en cours au Cachemire. Ce sera un moyen efficace pour véritablement mettre un terme à la mise en application du modèle israélien au Cachemire.

Ont approuvé :

1. Achin Vanaik, Retd. Professor of International Relations, University of Delhi
2. Pamela Philipose, Senior Journalist
3. Githa Hariharan, Writer
4. Tapan Bose, Filmmaker and Human Rights defender
5. Dipankar Bhattacharya, General Secretary, CPIML Liberation
6. Kavita Krishnan, Secretary, AIPWA
7. Nandita Narain, Associate Professor, St Stephen's College, Delhi
8. Apoorvanand, Professor, Department of Hindi, Delhi University
9. Nivedita Menon, JNU
10. Nuzhat Kazmi, Professor, Faculty of Fine Art, Jamia Millia Islamia
11. Vivan Sundaram, Artist
12. Sukrita Lahiri, PhD Scholar, JNU

13. Sukla Sen, Peace Activist, Mumbai
14. Marcy Newman, author of The Politics of Teaching Palestine to Americans.
15. Imrana Qadeer, CSD, Delhi
16. Uma V Chandru, Anthropologist and Rights Activist
17. Anand Patwardhan, Filmmaker
18. Gautam Mody, General Secretary, New Trade Unions Initiative
19. Sudhanva Deshpande, Theatre Artist and Publisher
20. Aparna Sundar, Independent Researchers, Toronto
21. Dean Accardi, Assistant Professor of History, Connecticut College, USA
22. Raja Qaiser Ahmad, Quaid-i-Azam University, Islamabad, Pakistan
23. Omer Aijazi, Postdoctoral Fellow, University of Toronto, Canada
24. Dibyesh Anand, Professor of International Relations, University of Westminster, UK
25. Mirza Saaib Beg, Lawyer, London, UK
26. Mona Bhan, Associate Professor of Anthropology and the Ford Maxwell Professor of South Asian Studies, Syracuse University, USA
27. Emma Brännlund, Senior Lecturer in Politics and International Relations, University of the West of England (UWE Bristol), UK
28. Farhan Mujahid Chak, Associate Professor, Qatar University, Qatar
29. Iffat Fatima, Filmmaker, India
30. Javaid Hayat Khan, Ph. D. Independent Researcher and Analyst, Edmonton, Alberta, Canada
31. Serena Hussain, Associate professor, Coventry University, UK
32. Shrimoyee Nandini Ghosh, Lawyer and Legal Researcher, India
33. Nitasha Kaul, Associate Professor, University of Westminster, UK
34. Suvir Kaul, A.M. Rosenthal Professor, Department of

- English, University of Pennsylvania, USA
35. Fozia Nazir Lone, Associate Professor of International Law, City University of Hong Kong, Hong Kong
 36. Laura Lucia Notaro, Consultant, Sustainable Development, Milan, Italy
 37. Inshah Malik, Assistant Professor, Kardan University, Kabul, Afghanistan
 38. Deepti Misri, Associate Professor, University of Colorado, Boulder, USA
 39. Preetika Nanda, Research Scholar, India
 40. Immad Nazir, Research Scholar, University of Erlangen-Nuremberg, Germany
 41. Idrisa Pandit, Independent Scholar, Waterloo, Canada
 42. Samina Raja, Professor, University of Buffalo, USA
 43. Mehroosh Tak. Lecturer, Royal Veterinary College, London, UK
 44. Nishita Trisal, PhD Candidate, University of Michigan, Ann Arbor, USA
 45. Saiba Varma, Assistant Professor, University of California, San Diego, USA
 46. Ather Zia, Assistant Professor, University of Northern Colorado, USA
 47. Gautam Navlakha, PUDR and Newsclick
 48. Sunaina Maira, Professor, Asian American Studies, UC Davis and a founding organizer of the US Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (USACBI)
 49. US Campaign for Academic and Cultural Boycott of Israel
 50. Ahmar Raza
 51. Mani Shankar Aiyar, Former Member of Indian Parliament and diplomat
 52. Richard Falk, Professor of International Law, Emeritus, Princeton University
 53. John King, New York University/cultural worker
 54. Stefan Kipfer, Associate Professor, Faculty of Environmental Studies, York University, Toronto, Canada
 55. Rana Khan, Toronto

Source : BDS Movement

Traduction : BP pour BDS France